

Séquençage de la visio du 18/11/202 sur Politique Budgétaire (PB) et Politique Monétaire (PM) (mise à jour le 16/11/2022 -PA)

Voir aussi fiche de présentation des 5 intervenants.es jointe.

Initiale des intervenants : Christophe Rameaux (CR), Jean Marie Harribey (JMH), Esther Jeffers (EJ), Vincent Drezet (VD) et Jonathan marie (JM).

Cette vidéo commence à l'intervention de Christophe Rameaux (CR). L'enregistrement n'a pas fonctionné (malencontreusement) au départ pour les intervention de EJ et JMH (voir aussi leurs diaporamas sur le site). Ils ré-interviennent souvent dans la suite de la vidéo et des débats comme témoins.

Début vidéo : Intro présentation de Claire Bornais (CB) de CR.

1 minute (') 40seconde (") : Christophe Rameaux (CR) fait une présentation de ses thèses : « pour une économie républicaine » et contre une économie qui échappe à la république (et la démocratie). Nous vivons dans une économie mixte où deux sphères sont imbriquées (sphère marchande et non marchande dont les services publics avec comme acteur un état social). Dans les faits nos économies sont loin d'être que des économies de marché. Et le néolibéralisme n'a pas tout emporté....

11 min 30'' : CR conteste les idées de Bernard Friot / Parle des comptes nationaux et référence à l'ONU sur le PIB

15 minutes 25'' : **Une diapo** sur les dépenses publiques (DP)

17 min : Une diapo sur ce que recouvre toutes les dépenses publiques.

19 min 50 '' : Une diapo sur la valeur ajoutée des administrations publiques dans le PIB (18à 20%). Importance dans les revenus d'une grande part socialisée (redistribution, prestations sociales,...)

21 min 50 '' : revenu globale des ménages et répartition/ puis comment est calculé le PIB (de trois façons)

27 min : déconstruit l'idée que les services publics et les fonctionnaires sont coûteux et démontre l'inverse par rapport à la sphère privée (à qualification égale)

32 min : tableau sur le spectre de la socialisation du revenu des ménages

34 min : 2 questions sont posées à Christophe Rameaux.

41 min : CR intervient sur le sujet des biens commun : pas possible que les usagers prennent tout en charge (l'eau, les réseaux (égouts), les rivières et leurs rives,...)

47 minutes : Intervention de Jean-Marie Harribey (JMH) sur validation sociale donc politique ex ante (avant) du caractère productif des fonctionnaires. Retour aussi sur la qualité du PIB comme indicateur socio- économique d'équivalence monétaire et qui est à compléter mais incontournable à défaut de mieux.

50 min 50'' : CR sur les inégalités et thèse de Picketty avec ses nuances. Retour sur importance de la réduction des inégalités par la DP et la redistribution monétaire (prestations sociales ...) . Pour CR malgré les offensives permanentes du néolibéralisme depuis + de 40 ans l'état social résiste encore,

fonctionne encore et cet état social est différent d'un état au service du capital. Remet en question les thèses de Dardot et Laval.

57 minutes 27'' : Esther Jeffers intervient par rapport aux propos de CR sur les thèses de Laval et Dardot.

1heure : Puis Pascal Anger (PA) ramasse la matinée et présente l'après-midi rapidement.

A 1h 06 min : Reprise de l'après midi - intro par PA et rappel du matin. Le thème de l'après- midi est sur que faire ?

1h12 min : **Présentation de Vincent Drezet (VD) et intervention sur la fiscalité.** Faire la pédagogie du principe de l'impôt pour financer l'action publique. Les prélèvements obligatoires à quoi ça sert. Réduire les inégalités et orienter les comportements. La fiscalité relève de choix politiques. Il fait un topo sur la fiscalité nationale/européenne et internationale. Thèse : avant de dégager des ressources supplémentaires on peut déjà grandement redistribuer les cartes de cette fiscalité. 50% des prélèvements obligatoires (PO) sont redistribués aussitôt.

1h 18 min : Fiscalité des entreprises

1h 19 min : sur le crédit impôt recherche (niche fiscale) (7,4 milliards (Mds))

1h 22 min : sur les « impôts de production » qui financent les collectivités territoriales (CT) et assiette de l'impôt.

1h 24 min : fiscalité sur les particuliers. (revenu et patrimoine)

1h 26 min : sur droits de succession.

1h 27min : sur les revenus et sujet de la CSG. (fusion ou pas, ou bien une même assiette avec deux directions : une vers la cotisation sociale (budget sécurité sociale (SS)) et l'autre vers la contribution fiscale (budget état).

1h 30min : Revue des niches fiscales.

1h 31min : fiscalité écologique

1h 32min : fiscalité locale

1h 34min : fiscalité internationale

1h 35min : fraude fiscale

1h 38min : **Fin intervention de VD** et réaction de Christophe Ramaux (CR)

1h 39min : CR sur la diminution des recettes fiscales au budget de l'état (50 milliards (Mds) en moins depuis 2018)

1h 44min : Christophe Ramaux sur réhabiliter la dépense publique (DP) et la justice fiscale se fait surtout par la dépense publique aussi.

1h 45min : sur le 0.1% de riches qui font sécessions.

1h 47min : question de PA sur les montants de 80 à 100 Mds d'évasion fiscale et comment les récupérer ?

1h 48min 41'' : réponse de Vincent Drezet.

1h 52min : Fraude aux cotisations sociales (tva/ travail au noir) soit 15 à 20 Mds. Sans commune mesure avec la fraude aux prestations sociales (autour de 2 Mds estimé). Selon VD si on réduit les niches fiscales, on réduira automatiquement la fraude fiscale. On pourrait récupérer assez vite 15 à 20 Mds.

1h 56min : **Jonathan Marie (JM) pose des questions comme témoin** : Remettre de la progressivité dans l'impôt, travailler sur l'évitement de l'impôt en regardant « les régimes spéciaux ». Il faut revoir l'exonération des droits de succession qui est un véhicule majeur de poursuites des rentes.

1h58min : JM sur la TVA et l'union européenne. La TVA reste un impôt clef.

1h 59min 10'' : réponse de Vincent Drezet (TVA en Europe très fraudé)

2h 03 min : question de PA sur la nouvelle taxe mondiale à 15% sur les multinationales

2h 03min 30 '' : réponse de VD sur la nouvelle taxe internationale : « comme quoi on peut décider de quelque chose mais ce taux reste très insuffisant »

2h 07min : question de Jean Marie Harribet sur le sujet de l'économie numérique (plateforme) et impact sur la fiscalité

2h 08min : réponse de Vincent Drezet sur UE et TVA plus impôts sur les sociétés (ISS)

2h 10 min : 2 questions sur les thèses de Friot et sur taxation des profits spéculatifs et activités polluantes

2h 10 min 40'' min : Retour de VD et favoriser l'investissement long (y compris pour actionnaires)

2h 15 min : Retour de Jean Marie H sur Friot. Il estime qu'il ne faut pas opposer cotisation sociale et impôt. JMH estime que « l'éducation payé par l'impôt n'est pas moins bien socialisée que la santé par la cotisation sociale. »

2h 19 min : Esther Jeffers estime qu'il faut taxer les produits financiers. Réfute la thèse que s'il y a trop de taxes ou d'impôts, il y a fuite des investisseurs. Ceux-ci ne regardent pas que la fiscalité mais les infrastructures, les services publics, le niveau de qualification et de productivité des travailleurs entre autres.

2h 20min : Vincent Drezet revient sur différences entre niches fiscales (coût autour de 90 Mds/ exemple crédit d'impôts : CICE sous Hollande, CIR, frais dépendances, cotis syndicale, niche Copé ...) et niches sociales (coût autour de 90 Mds et par exemple exonération de cotisations sociales/transfo du CICE...). Le débat sur ce type de mesures doit porter sur la revue de ces niches au filtre de son coût en termes de manque de recettes et son efficacité en terme d'emplois et effets sur l'activité économique avec retour par cotisations sociales par exemple ou TVA ou impôt sur le revenu...

2h 24min 50'' : suite de VD sur les niches sociales (débat sur rapport coût efficacité et par exemple se passer de recettes si l'équivalent crée beaucoup d'emplois...)

2h 25min : VD revient sur la fiscalité locale indirecte et directe par la DGF de l'état. Les vrais impôts locaux sont la Taxe Foncière et celle des Ordures ménagères.

2h 29min : fin de cette séquence.

2h 31min reprise : **Intervention de Jonathan Marie (JM) sur « que faire ? »**

Thèse : Face aux multiples défis économiques et sociaux contemporains : Que faire ? Quelles marges de manœuvre ? **Réponse** : Réhabiliter la politique budgétaire, changer de paradigme

2h 34mn : exposé avec support ppts de Jonathan Marie

Réhabiliter la politique Budgétaire (PB), un enjeu scientifique (sur la macro économie) et politique.

2h 56min : diapo sur la répartition monde, Europe et France des émissions de GES (gaz effet de serre) et empreinte carbone.

2h 57min : l'investissement public (donc emprunt / création monétaire) stimule l'investissement privée. (L'effet d'éviction est une chimère). Faire de la politique budgétaire le moteur de la transition écologique et de réponses aux besoins sociaux.

3h 02min 30'' : Sortir de la dépendance aux marchés financiers (quelques exemples voir les diapos)

- Permettre à la banque centrale de financer sur les marchés primaires le Trésor en cas de besoin
- Réintroduire le mécanisme des planchers de bons du Trésor pour favoriser l'organisation du financement de la dette publique
- Développer un véritable secteur bancaire public pour financer la relocalisation industrielle et la transition écologique
- Des propositions orthogonales au cadre institutionnel actuel

Faire une réforme fiscale globale et ambitieuse, redistributive et écologique est indispensable

3h 09min : Fin exposé de JM

3h 11min 40'' : Ester Jeffers (EJ) réagit comme témoin et intervient sur importance d'une politique monétaire (PM) qui soutient la PB. Implique de revoir les objectifs assignés à la BCE. Intervient sous l'angle aussi de la question du rôle et importance des femmes avec des emplois essentiels pas reconnus à leur vraie valeur. La PB doit améliorer les SP et leur permettre de répondre aux besoins sociaux.

3H 18min 30'' : intervention de JMH sur sortir des politiques budgétaires austéritaires et politiques monétaristes ainsi que de la financiarisation du capital. JMH rappelle la nature sociale de la monnaie et qui est une institution sociale. Tout développement économique exige une création monétaire. Ce n'est pas l'épargne préalable qui détermine les investissements y compris privé. Il faut donc maîtriser politiquement la création monétaire et revoir la BCE.

3h 26mn 15'' : Christophe Ramaux intervient sur le discours catastrophique de la dette publique. Le bilan du néolibéralisme par contre est de laisser une vraie dette écologique. CR rappelle la difficulté et la part arbitraire dans le classement entre dépense d'investissement et dépense de fonctionnement. Par exemple construire hôpitaux ou écoles c'est de l'investissement mais si on n'y met pas des soignants et de enseignants (dépense de fonctionnement) ça ne sert à rien ! Il intervient sur le sujet du nucléaire. et sur le PIB

3h 35min 25'' : Jonathan Marie répond aux questions (sur la production de biens matériels) et remarques des témoins (EJ/JMH et CR)

3h 41min 45'' : Intervention de VINCENT Drezet sur la comptabilité publique et patrimoniale des biens publics. Il faut calculer les actifs aussi sur les collectivités territoriales qui ont en général selon la cour des comptes une sous-estimation, une méconnaissance ou « une vision lacunaire » de leurs actifs .

3h44min 15'' : Christophe Ramaux indique que l'actif net public est supérieur aux dettes publiques mais qu'il ne faut pas en faire un totem car par exemple le ratio aux USA ou GB du passif est

supérieur aux actifs et ça n'empêche pas ces états d'emprunter. La dette publique n'est pas gagée sur les actifs mais sur la capacité des états à lever l'impôt, à faire rouler leur dette et donc à avoir accès aux marchés financiers ou à leurs banques centrales. Les USA, eux, émettent leur propre monnaie comme ils veulent. L'Arabie saoudite qui est très riche et a peu de dettes est aussi très inégalitaire.

3h46 min : VD répond qu'il vaut mieux connaître les actifs publics locaux pour les collectivités locales. Ceci est un enjeu de gestion publique.

3h 46min 50'' : Jonathan Marie insiste sur nécessité des investissements et par l'emprunt avec indépendance aussi au marché financier pour partie et financé le fonctionnement par l'impôt.

3h 48 min 25'' : Esther Jeffers estime qu'il faut mener des campagnes sur les SP et pour répondre aux besoins. Il faut aussi se poser la question de quoi avons-nous besoin ? et fait la promotion du livre « *Une économie par les besoins* » (voir ppts de JMH), ainsi que d'autres livres. L'importance de s'approprier l'utilisation et la création de la monnaie. La seule limite est à voir avec les niveaux d'inflation.

3h 50min 40'' : Vincent Drezet revient sur le patrimoine des collectivités locales (CL) et que la comptabilité patrimoniale des CL voire territoriale est un enjeu de « mesure » important. Il rappelle le cadre *Plus jamais ça*, son originalité et que c'est une voie d'espoir.

3H 54min 30'' : Intervention de Jean Marie Harribey.

3h 55 min : conclusion/synthèse de PA

4h. fin vidéo